

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 BLOIS

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Partie nominative

ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE

3-5 rue Saint Georges
75009 Paris

Affaire suivie par : Patrice JARDIN
Téléphone : 02 54 74 98 88
Courriel : patrice.jardin@developpement-durable.gouv.fr
Références : LSAEX 2023-1234/PJ
Code AIOT : 0010006986

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/10/2023 de l'établissement ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE implanté ZAC des portes de Chambord 41500 Mer. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Patrice JARDIN, Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher, PRA, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Mackenson SAINTIL, Responsable Gestion Locative CBRE
Sylvain THEVENON, Pole Sécurité Environnement ANDINE GROUPE

Le courriel d'échange avec l'administration est riemer.vandiggelen@mapletree.com.sg

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement Patrice JARDIN

Vérificateur et Approbateur
Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/10/2023 de l'établissement ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE implanté ZAC des portes de Chambord 41500 Mer, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 BLOIS

Blois, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE

3-5 rue Saint Georges
75009 Paris

Références : LSAEX2023-1234
Code AIOT : 0010006986

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE implanté ZAC des portes de Chambord 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection suite à la remise en état du système d'extinction automatique incendie endommagé consécutivement à un épisode orageux qui a provoqué l'effondrement partiel de la toiture de cet entrepôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALEXANDRALOG (BAT B,C,F) ex AMF QSE
- ZAC des portes de Chambord 41500 Mer
- Code AIOT : 0010006986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement aux prescriptions de l'arrêté de mesure d'urgence du 9 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures conservatoires immédiates	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 2	Sans objet
2	Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 3	Sans objet
3	Remise en service	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 4	Sans objet
4	Gestion des déchets liés au sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures conservatoires immédiates

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : I- L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes: mettre en sécurité les installations du site: surveillance, rétablissement d'une détection incendie dans la cellule 3 et/ou présence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie en permanence en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie; mesures spécifiques, interdiction d'accès, etc..., signalisées de manière et information des dangers présents (risques d'effondrement, de chute de matériels, etc.) En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. II- Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Pour mémoire : Par suite des épisodes orageux de la nuit du samedi 4 juin 2022 au dimanche 5 juin 2022, un effondrement partiel de la toiture de l'entrepôt s'est produit pour la cellule 3 du bâtiment C endommageant notamment le système d'extinction automatique du site. L'exploitant a missionné un expert constructif afin de vérifier la solidité de l'ouvrage pour les cellules sinistrées, mais également pour les cellules non sinistrées. L'expert est intervenu le 23 juin 2022 et a émis ses premières conclusions le 27 juin 2022. Il a conclu à la possibilité d'une reprise d'activité dans les cellules non sinistrées. Pour pallier à la mise à l'arrêt du système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant a mis en place à partir du 11 juillet 2022 une surveillance 24/24 7/7 par un agent titulaire du CQP et du SSIAP 1. La zone inaccessible est maintenue vide de tout stockage et est entourée par une barrière interdisant tout accès des travailleurs. Tous travaux de réparation au sein de cette zone doivent faire l'objet d'un plan de prévention au préalable entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche "incident" et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Ils comportent, notamment: <ul style="list-style-type: none"> - les circonstances et la chronologie de l'événement; - l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement); - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme; - la fiche "accident" du site internet ARIA à renseigner Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport d'accident en date du 23 juin 2022 réalisé sur le modèle proposé par le BARPI. Ce rapport comporte notamment: <ul style="list-style-type: none"> – les circonstances et la chronologie de l'événement; – l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement); – les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Remise en service

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la remise en service de la cellule 3 est conditionnée à la fourniture d'une attestation de conformité du système d'extinction automatique mis en place.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que le système d'extinction automatique était réparé mais l'exploitant ne possédait pas l'attestation de conformité.
Observations : l'exploitant a transmis par courriel du 23 novembre 2023 à l'inspection des installations classées une attestation de conformité à la norme NF EN 12845 pour les cellules B1-B2-B3 et C3 du bâtiment B et C datant du 16 mai 2023 émise par la société AAI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des déchets liés au sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 09/06/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présent sur le site et issus des intempéries.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant déclare avoir évacué les déchets liés à l'intempérie vers des filières autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite